



Université Kasdi Merbah de Ouargla
Faculté des Sciences Economiques, des Sciences Commerciales et des Sciences de
Gestion
Université de la formation continue Ouargla
En partenariat
Avec
Konrad Adenauer Stiftung Algérie
Et
Le Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement -
CREAD

_____0_____

Organisent un séminaire le 23 novembre 2022.

Sur la thématique

SOUTIEN A L'INNOVATION, SOUTIEN A L'ENTREPRENEURIAT
INNOVANT, LEVIER POUR REFORMER LE SYSTEME ECONOMIQUE

LES THEMATIQUES DE LA TASKFORCE

Deux thèmes seront abordés :

SEANCE DU MATIN 09H00-12H30

- 1. Premier thème : Un engagement croissant des pouvoirs publics en faveur de la réindustrialisation et la relance de la croissance économique depuis les débuts des années 2000 avec une option forte pour l'encouragement à l'innovation et le développement des startups.**

Les pouvoirs publics se sont lancés dans la course à la réindustrialisation en mettant en place une politique publique volontariste de soutien à la relance industrielle. Tous les secteurs étaient concernés. Des fonds financiers colossaux (*plans de relance économique*) ont été attribués à tous les secteurs pour les pousser à enclencher des actions de modernisation de leurs outils de production. Une politique dite « horizontales » a été privilégiée visant non seulement la modernisation de l'outil de production mais

aussi le renforcement de l'environnement économique global, c'est-à-dire réunir les facteurs favorisant le renforcement des conditions-cadres considérées comme des prérequis pour la relance économique.

Tous les secteurs ont été concernés par ce programme de relance de la croissance économique. A l'instar du secteur industriel qui a reçu son enveloppe pour renouveler son parc technologique ; les autres secteurs, comme l'éducation nationale et l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ont été destinataire d'un budget pour renforcer la mise à niveau de leurs installations et de leurs programmes pédagogiques.

Pour marquer l'orientation forte de cette nouvelle politique publique, un secteur dédié à l'économie de la connaissance a été créé. Ses missions horizontales portent sur la numérisation de l'économie et la mise en place des assises d'une économie de la connaissance. Des actions d'urgence ont été initiées en vue d'introduire plus de cohérence dans l'écosystème global de l'économie, à différents niveaux en incluant les niveaux les plus déconcentrés au sein des territoires locaux.

Le soutien public à la relance de la croissance économique s'apprécie au regard des fonds mobilisés et affectés aux différents secteurs. Une première enveloppe budgétaire de 150 milliards USD a été consacré à ce programme de soutien à la croissance économique (PCSCÉ) d'envergure pour la période 2004-2009. Entre 2010 à 2014 des engagements financiers de l'Etat ont été de l'ordre de 21.214 milliards DA ou l'équivalent de 286 milliards de dollars).

S'il est difficile d'établir à ce jour un bilan complet des différentes aides publiques et incitations fiscales, dont ont bénéficié les différents secteurs pour financer la relance de leur croissance, les premiers constats révèlent désormais des insuffisances en termes de résultats.

C'est pourquoi, deux grandes questions seront soumises pour débat :

- *Les retombées économiques de ces politiques de relance sur le paysage économique n'ont pas été à la hauteur des attentes des pouvoirs publics et n'ont pas encore enclenché le déclic des transformations de l'économie.*
- *Quelles sont les facteurs qui ont entravé ou ralenti la réforme du modèle économique ?*

PROGRAMME

Allocution

- M.le Recteur de l'université de Ouargla
- M.Le Doyen de l'université de Ouargla
- M.le Représentant de la Fondation Konrad Adenauer
- M. Abedou Abderrahmane Centre de recherche en économie appliquée

PANEL 1 : DE LA GOUVERNANCE ECONOMIQUE CLASSIQUE DUREE 2 HEURES DE 09H A 11HEURES

Modérateur : HAMZA BENGRINA

Mot de présentation du panel par le modérateur durée 10 minutes

PANELISTES SEANCE 1 : 09h00 – 11h00

LES FACTEURS DE BLOCAGE DE LA TRANSFORMATION DU MODELE ECONOMIQUE

**BOUYACOUB AHMED, GUENDOUZI BRAHIM, BENBOUZIANE
MOHAMED, SIAGH RAMZI, HIMRANE MOHAMED, BOUKRIF MOUSSA.
Débat**

Pause-café : 11h00-11h15

PANEL 2 : DE LA GOUVERNANCE DE LA NOUVELLE ECONOMIE DUREE 2 HEURES DE 11H15 A 13H15

Modérateur : MATTHIAS SCHÄFER

Mot de présentation du panel par le modérateur durée 10 minutes

PANELISTES SEANCE 2 : 11h15- 13h00

LES OPPORTUNITES POUR LA MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE GOUVERNANCE

**CHERRABI ABDEL AZIZ, SELLAMI MOUNIRA, BENHABIB
ABDERRAZAK, BIA CHAABANE
Débat**

SEANCE DE L'APRES-MIDI 14H00-17H00

2. Second thème : Une volonté récente des pouvoirs publics de soutien à l'écosystème startup vise à corriger les faiblesses structurelles

Les actions qui ont été initiées dans les années 2000 visaient le soutien à la création d'entreprise et à accroître le nombre d'entreprises créées sans distinction sectorielle ou de ciblage stratégique particulier. Cette politique orientée vers le développement de l'entrepreneuriat a donné des résultats qui restent globalement insuffisants pour enclencher la réforme du modèle économique. Face à cette insuffisante structurelle du modèle entrepreneurial choisi, un changement de cap a été engagé dès la fin des années 2010. Ses fondements se basent sur l'innovation, le développement des startups et le soutien à la mise en place d'un écosystème startup cohérent incluant des partenariats croisés entre la recherche publique, les entreprises, les structures d'accompagnement de la création d'entreprise privées. Plusieurs dispositifs ont été créés telle que les maisons de l'entrepreneuriat, les incubateurs, les accélérateurs... dont la mission est de jouer le rôle de catalyseur du transfert de technologies.

Cette nouvelle politique a mis l'accent sur l'innovation et la promotion de l'entrepreneuriat innovant. Afin d'insuffler un esprit de compétition, les pouvoirs publics ont institué différents labels. Parmi ces labels, il y a le label « Start-up » Algérie attribué aux jeunes sociétés innovantes ; le label « Projets innovants » attribué aux porteurs de projets innovants n'ayant pas encore créé de société et enfin le label « Incubateurs » pour les dispositifs d'incubation. Tous ces dispositifs de labélisation sont particulièrement appréciés par les créateurs d'entreprise dès lors qu'ils ouvrent droit à des exonérations fiscales et/ou sociales.

Deux questions seront débattues durant le panel :

- *Faut-il continuer dans la voie de soutien tous azimuts à tous les porteurs de projet et à toutes les startups ou bien devra-t-elle être réorientée vers une politique plus verticale visant le soutien de certaines filières stratégiques et de secteurs prioritaires ?*
- *Le soutien à la création et au développement des start-up est devenu une priorité et une urgence pour moderniser le système productif et construire la nouvelle économie de la connaissance. La challenge de l'Algérie est triple : (i) œuvrer en vue d'un rattrapage technologique « digitalisation et numérisation des pans entiers de la société » : (ii) former les nouvelles générations d'étudiants aux technologies du numérique et leur faire acquérir les compétences nécessaires et enfin (iii) disposer d'un écosystème startups dynamique qui permettra de produire, en quantité et en qualité, les entreprises de la nouvelle économie de la connaissance.*

PROGRAMME PANEL 3 : LE ROLE DES ACTEURS DE LA GOUVERNANCE DE LA NOUVELLE ECONOMIE

Durée 4 heures de 14h00 à 17h00 heures

Modératrice : Kherbachia Sonia

Mot de présentation du panel par la modératrice durée 10 minutes

PANELISTES :

- **Le rôle des institutionnels et des structures d'accompagnement**
Laoudj Ouardia, Berrached Wafa, Sellami Mounira, Haroun Omar, Noui Rabah
- **Le rôle des acteurs de la nouvelle économie « startups »**
Saibi Sandra, Djouab Mustapha, Idir Samail, Abid Nabila, Metaiche Fatima zohra, Tabet Wassila, Benabderrahmane Narimene
- **Le rôle des ONG nationales et internationales**
Abedou Abderrahmane, Hammache El-Kaina, Matthias Schâfer, Ferroukhi Merzak, Ziari Kerbouaa Yasmina